



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERAL

E/CN.4/Sub.2/1987/NGO/9
12 août 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et de
la protection des minorités
Trente-neuvième session
Point 10 de l'ordre du jour

DISCRIMINATION A L'ENCONTRE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Communication écrite présentée par le Grand Conseil des Cris (Québec),
organisation non gouvernementale inscrite sur la liste

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est
distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique
et social

[12 août 1987]

FIXATION DE NORMES : UTILISATION CONSEQUENTE DE LA TERMINOLOGIE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Nous avons une question à poser :

Quand un peuple est-il un peuple ? Est-il possible que nous soyons des
peuples dans la Constitution canadienne mais pas des peuples en droit
international ?

La menace de l'autodétermination est-elle si grave que nous ne soyons plus des peuples parce que nous invoquons ce droit de l'homme fondamental qui est à la base même du concept des Nations Unies ? Comment pouvons-nous être exclus des garanties prévues dans la Charte des Nations Unies elle-même ? [Je fais ici référence à la Charte, Article 1, par. 2, Article 55, Article 73 et Article 76, ainsi qu'aux résolutions suivantes de l'Assemblée générale : 421D (V) du 4 décembre 1950, 545 (VI) du 5 février 1951, 637 A (VII) du 16 décembre 1952, 637 C (VII), 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 1654 (XVI) du 27 novembre 1961, 1810 (XVII) du 17 décembre 1962, 1805 et 1807 (XVII) du 14 décembre 1962, 1970 (XVIII) du 1er décembre 1963, 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, 35/118 du 11 décembre 1980, 36/52 du 24 novembre 1981, 37/32 du 23 novembre 1982 et d'autres résolutions trop nombreuses pour être énumérées ici].

Si nous ne sommes pas des peuples, que sommes nous ? Existe-t-il des peuples où que ce soit ?

Ce terme a-t-il un sens en un lieu et un sens différent lorsqu'il s'agit des populations autochtones ? N'y a-t-il pas là discrimination - ce mal même que la Sous-Commission a pour mandat d'empêcher ?

On s'est servi de ce refus de nous reconnaître en tant que peuples pour dénier aux Indiens Lubicon l'accès aux procédures de l'ONU; on y a maintenant recours pour priver de leur droit fondamental à l'autodétermination les peuples autochtones du Canada.

Si nous ne sommes pas des peuples, alors tout ce dont nous convenons ici, les garanties énoncées dans les normes que nous fixons pour tous les Etats et tous les peuples, seront plus tard refusées par les Etats qui nieront que ces normes nous sont applicables.

Cette question doit être réglée maintenant, puisque tout ce que nous faisons ici relève de la fiction si nous ne sommes pas reconnus comme peuples en vertu du droit international.

Le fait même qu'un Etat Membre puisse affirmer que nous ne sommes pas des peuples susceptibles de jouir des droits de l'homme garantis par les instruments internationaux existants montre combien il est urgent que nous proclamions de nouvelles normes internationales visant à protéger les droits des peuples autochtones.

FIXATION DE NORMES : TRAITES ET ACCORDS ENTRE ETATS ET PEUPLES AUTOCHTONES

L'histoire montre que les traités et accords entre Etats et peuples autochtones n'ont pas été respectés et les recours internes dont disposent les peuples autochtones se sont révélés inadéquats. Il n'en est pas autrement des accords conclus actuellement.

Une Commission législative établie par le Gouvernement canadien en vertu d'un décret-loi a déclaré :

"L'histoire canadienne fait constamment ressortir que les gouvernements font des promesses pour amener les autochtones à abandonner leurs terres et autres droits. Puis, ils ne tiennent systematiquement [non souligné dans le texte] pas leurs promesses, en s'abritant le plus souvent derrière des considérations d'ordre juridique. Les preuves abondent malheureusement dans ce sens." (1986, Rapport de la Commission Cris-Algonquins).

Nous proposons donc le projet de norme ci-après :

Les traités et accords entre Etats et peuples autochtones relèvent du droit international. Les Etats doivent respecter et appliquer pleinement l'esprit et la lettre de leurs traités et accords avec des peuples autochtones. Les traités et accords avec des peuples autochtones sont soumis au contrôle d'un tribunal international.